



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

28 septembre 2021

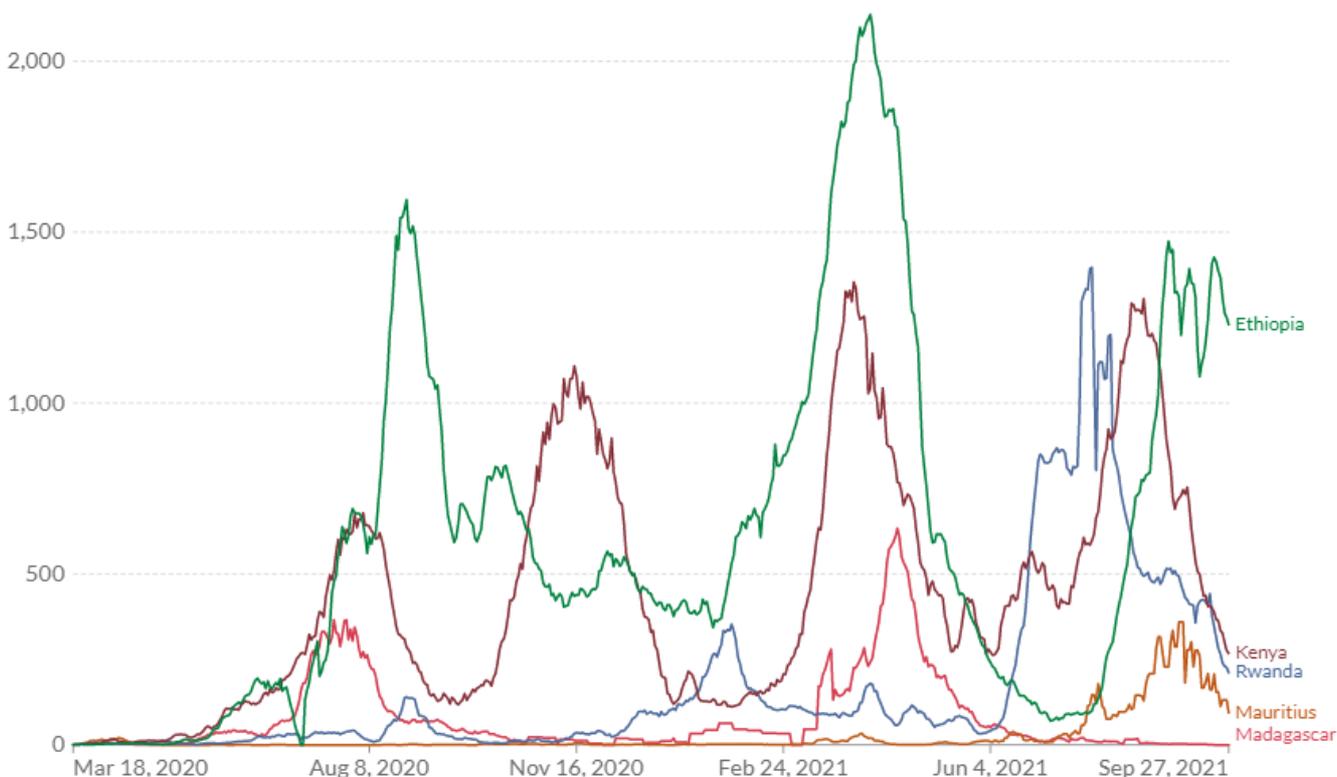
Evolution de la situation sanitaire

Daily new confirmed COVID-19 cases

Shown is the rolling 7-day average. The number of confirmed cases is lower than the number of actual cases; the main reason for that is limited testing.

Our World
in Data

LINEAR LOG



Source: Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

CC BY

❖ Régional

Signature d'un protocole d'accord entre Nokia et l'*African Telecommunications Union (ATU)* pour la transformation numérique sur le continent.

Signé mi-septembre le protocole d'accord entre Nokia et l'antenne de l'Union Africaine, l'ATU, a pour objectif d'accélérer la transformation numérique sur le continent. A ce stade, 6 axes de coopération de long-terme ont été identifiés, dont les principaux sont : (i) le partage des pratiques et des connaissances sur le secteur des télécoms, (ii) l'identification d'usages industriels de la 5G, (iii) la promotion de solutions adaptées pour renforcer la connectivité dans les zones les plus reculées, (iv) la formation sur le numérique. Début octobre, de nouveaux échanges entre Nokia et l'ATU pourront permettre d'identifier les projets (nationaux ou régionaux) prioritaires à mettre en place d'ici fin 2021/début 2022.

❖ Burundi

La BAD finance un projet d'accès à l'énergie à hauteur de 29 MUSD

La Banque Africaine de Développement (BAD) a approuvé un financement de 28,9 MUSD pour le Burundi, dont un prêt de 12 MUSD du Fonds Africain de Développement (FAD). Ce financement sera dédié à la mise en œuvre de projets d'accès à l'énergie sur 36 localités, 450 entreprises et 200 établissements d'enseignement supérieurs, dans un pays où seulement 19% de la population a accès à l'électricité selon la Banque Mondiale. Pour rappel, le Burundi accuse d'importants retards en matière d'accès à l'énergie, malgré un potentiel de ressources intéressant en termes d'énergies renouvelables. Le pays s'est engagé à augmenter la capacité de production électrique par la mise en place de nouvelles centrales hydroélectriques principalement, et doit également faire face à des infrastructures existantes vieillissantes, un manque de capacités et une tendance à la sous-consommation.

❖ Comores

Pas de brève cette semaine

❖ Djibouti

Signature d'un contrat de gestion entre Accor et l'entreprise *Carnegie Hill Hospitality* pour le 4^{ème} projet hôtelier du groupe français à Djibouti

D'une durée de 25 ans potentiellement renouvelable de 10 ans, le contrat de gestion a été signé entre le groupe hôtelier Accor et la société *Carnegie Hill Hospitality* – spécialisée dans l'immobilier et dirigée par la fille du Président de Djibouti. Le complexe hôtelier de luxe (5 étoiles, 150 chambres et 15 appartements à Djibouti-ville) sera construit par un cabinet d'architectes américains et portera la marque Fairmont (du groupe Accor). Les travaux démarreront début 2022 pour une ouverture de l'hôtel prévue en 2024 (coût du projet non public). Ce projet, le 4^{ème} du groupe français (3 projets dont 2 rénovations et 1 construction sont en cours avec le partenaire djiboutien *Kamaj Investment*) renforce sa présence en Afrique de

l'Est et s'inscrit dans la stratégie du gouvernement de développement du secteur touristique.

Erythrée

Progrès en matière d'agro-industrialisation

Afin d'améliorer la sécurité alimentaire du pays et de développer l'agro-industrie, le gouvernement érythréen a fait savoir qu'il avait investi dans différentes infrastructures de génération et transport d'électricité et dans la mise en place de chambres froides. Ainsi, suite à la construction de barrages, des générateurs ont été installés dans les fermes afin d'étendre la portée des systèmes d'irrigation dans la région de Gash-Barka. De plus, des chambres froides ont été mises en place pour permettre le transport de produits dans différentes régions du pays. Si l'agriculture emploie environ 80 % de la population active, elle ne pèserait que 17 % du PIB et ne subviendrait qu'à 60-70 % des besoins (Banque Africaine de Développement). Plusieurs facteurs contribueraient à la sous-performance du secteur dont la forte dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale, la fertilité limitée des sols associée à un accès insuffisant aux intrants et aux technologies en raison des contraintes concernant les devises. Il en résulte des famines chroniques, dans un contexte marqué par des sécheresses de plus en plus fréquentes et une dégradation des terres arables.

Ethiopie

Dégradation de la note souveraine de l'Éthiopie par Standard & Poor's (S&P)

Le 24 septembre, l'agence de notation new-yorkaise a abaissé la note souveraine de l'Éthiopie de B- (très spéculatif) à CCC+ (risque

élevé). En raison de l'instabilité politique due au conflit au Tigré ainsi que des retards dans la restructuration de la dette, S&P estime que la capacité du gouvernement à honorer les prochaines échéances du service de la dette est réduite. Cette dégradation, la 2^{de} en moins d'un an, succède aux révisions des agences Fitch (passage à CCC en février 2021) et Moody's (Caa1 en mai 2021), de telle sorte que les notes des trois agences concordent désormais. Pour S&P, les perspectives sont négatives eu égard au risque de diminution des financements externes lié à l'expiration d'une option de crédit du FMI et à l'inclusion des créanciers commerciaux dans les plans de restructuration.

Signature d'un accord avec OCP pour l'établissement d'une usine d'engrais en Éthiopie

L'Éthiopie a signé le 18 septembre un accord avec le groupe marocain OCP (Office Chérifien des Phosphates) pour construction d'une usine de production d'engrais à Dire Dawa. Ce projet (montant estimé à 3,7 Mds USD) se décompose en deux phases : (i) développement d'une unité de production d'engrais pour 2,4 Mds USD (2,5 MT), (ii) complété par 1,3 Md USD de financement additionnel pour atteindre 3,8 MT par an à terme. Cette signature intervient suite à une 1^{ère} signature entre OCP et l'Ethiopian Chemical Industry Corporation (ECIC) en 2016 qui a débouché in fine sur une phase FEED, laquelle a pris du retard en raison de la pandémie et de l'instabilité politique. L'Éthiopie étant le 1^{er} consommateur d'engrais par hectare en Afrique Sub-saharienne (36 kg/Ha contre 20 kg/Ha en Afrique Sub-saharienne), ce projet permettrait de réduire sa dépendance aux importations d'engrais (598 MUSD en 2019/20) dans un contexte de demande croissante (+ 16,25 % par an en moyenne).

Kenya

La moitié des entreprises cotées au NSE ont toujours des capitalisations inférieures à celles d'avant la pandémie

Sur les 58 compteurs activement négociés, 31 se négocient en dessous de leur cours de clôture du 12 mars 2020, date à laquelle le Kenya a annoncé le premier cas de Covid-19 qui a fait chuter l'indice du marché principal à son plus bas niveau depuis 20 ans. Malgré cela, la richesse combinée des investisseurs au NSE a augmenté de 610 Mds EUR durant la pandémie. Sur la même période, le cours de l'action Safaricom a gagné 62%, pour clôturer à 41,80 KES l'unité au 24 septembre. Ce gain a consolidé sa position de valeur dominante du NSE, représentant 60% de la capitalisation totale du marché ou de la richesse des investisseurs qui s'élève à 2,77 Mds KES. La Banque mondiale s'attend à ce que l'économie kényane connaisse une croissance de 4,5% cette année, les vaccinations et l'assouplissement des mesures de confinement favorisant le retour de la croissance, et s'attend à ce que le marché finisse par retrouver un certain équilibre, où les mouvements de prix seront plus équitablement répartis entre les différents titres et segments du marché, grâce à de nouveaux produits et au retour à la rentabilité de la plupart des entreprises.

Madagascar

Hausse du taux d'activité et diminution des pertes d'emplois liées à la Covid-19

Le ministère de l'économie et des finances a publié le 22 septembre un rapport sur l'emploi et la covid-19 en s'appuyant sur les résultats d'une enquête menée en novembre 2020. Ce rapport met en lumière une hausse du taux d'activité sur le marché du travail qui est passé de 60,6% au

mois d'août à 67,8% en novembre. A cela s'ajoute une baisse des pertes d'emplois liées à la covid-19 qui sont passées de 4,4% en août à 0,3% en novembre. Cependant certaines branches d'activités restent encore relativement touchées comme les activités scientifiques et techniques (2,9% de pertes d'emplois) et les professions de la restauration et hébergement (2,7%).

Maurice

Proparco et la DEG financent la BCP Bank Mauritius à hauteur de 25 MEUR

Proparco (filiale de l'Agence Française de Développement) et son homologue allemand DEG (*German Investment Corporation*, filiale de KfW Group), ont annoncé le 22 septembre la signature d'un accord de prêt en faveur de la BCP Bank Mauritius (filiale du groupe marocain Banque Centrale Populaire depuis 2018) pour un montant de 1,25 Mds MUR soit 25 MEUR. Cette ligne de crédit vise à soutenir le développement de la BCP Bank Mauritius à l'international dans ses projets de moyen et long terme.

Ouganda

La France et l'Ouganda signent un accord pour la construction d'infrastructures d'eau et d'assainissement

Le gouvernement a signé une série d'accords de financement d'une valeur de 79 MEUR pour fournir de l'eau courante et des infrastructures sanitaires dans la région d'Isingiro. Selon les accords, signés mardi par le ministre des Finances, M. Kasaija et le directeur national de l'AFD H. Chakroun en présence de l'ambassadeur de France Jules-Armand Aniambossou, un prêt à

taux réduit de 69 MEUR de l'AFD passera par le ministère de l'eau pour soutenir l'approvisionnement en eau du district par le biais du système d'approvisionnement en eau de Kagera. La subvention de l'Union Européenne, d'un montant de 8 MEUR, servira à fournir de l'eau potable et des installations sanitaires dans les camps de réfugiés de Nakivale et d'Oruchinga, situés dans le district, et dans les communautés environnantes. Le projet s'inscrit dans le plan national de raccordement de tous les foyers à l'eau courante d'ici 2040 et devrait bénéficier à plus de 500 000 personnes.

Les producteurs d'huile de palme connaissent un boom économique suite à la hausse des prix

La culture du palmier à huile a été introduite à Kalangala en 2005 par le ministère de l'Agriculture en collaboration avec Bidco Uganda Limited, l'unique investisseur du projet qui déduit 33 % des ventes de chaque agriculteur pour récupérer le prêt accordé au début du projet. Depuis janvier, plus de 1 350 agriculteurs de Kalangala ont vendu et gagné au total 10,5 MUSD. Avec un prix moyen des fruits des palmier à huile de 864 sh pour cette année contre 579 sh l'année dernière, l'exploitation devrait attirer de nouveaux agriculteurs. Cependant, malgré les mesures qui ont été prises pour protéger le lac environnant, la culture d'huile de palme a un impact direct sur la biodiversité à travers la perte d'habitat, notamment des espèces d'oiseaux, causée par la déforestation. D. Mukasa, directeur général du *Kalangala Oil Palm Growers Trust* (KOPGT), a attribué la hausse des prix à l'augmentation des défis rencontrés ailleurs dans le monde pour cette culture, associés aux effets de la pandémie de COVID-19.

Rwanda

La place financière de Kigali classée 5ème sur le continent dans le *Global Financial Centres Index*

Le classement de référence de la compétitivité des centres financiers dans le monde a pour la première fois fait figurer Kigali dans son édition de septembre 2021. L'indice classe 116 centres financiers dans le monde à travers divers indicateurs comme l'environnement des affaires, le capital humain, les infrastructures, le développement du secteur financier et la réputation. Dans ce classement, Kigali figure en 5ème position en Afrique après Casablanca, Le Cap, Johannesburg et Maurice mais devant Nairobi ou Lagos. D'avantage que le classement actuel de Kigali ce sont les perspectives d'amélioration qui ont suscité l'intérêt de l'institut en charge du classement. En effet, Kigali fait partie des centres mentionnés parmi ceux qui progresseront dans les prochaines années. Pour atteindre ces objectifs, le Rwanda Finance Limited, en charge de la promotion de la place financière de Kigali, s'est employé à réaliser des réformes majeures parmi lesquels figurent l'entraide judiciaire en matière pénale, la loi contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, la loi sur les partenariats et la loi relative à la promotion et à la facilitation des investissements.

Seychelles

Pas de brève cette semaine

Somalie

Pas de brève cette semaine

Soudan

Partenariat entre DAL et ESG dans un projet d'hôtel de plus de 65 MUSD

Le groupe DAL, plus grand groupe privé au Soudan, est en train de finaliser, en partenariat avec la société *Emirati Stalions Group* (ESG), filiale de la Société internationale d'Abou Dhabi (IHC), un projet hôtelier de 65,3 MUSD à Khartoum. L'hôtel de 16 étages, 300 chambres et des appartements, dont le lancement est prévu dans un mois, devrait créer des centaines d'emplois dans le domaine d'hôtellerie. Selon le président de l'ESG, cet hôtel constituera un point de départ pour développer des projets similaires dans d'autres pays de la région. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un grand projet de 4 Mds USD pour le développement du centre de Khartoum baptisé «Alsonot», exécuté par DAL sur 7 M de mètres carrés, qui comprend 44 tours commerciales et 18 hôtels, mais dont la mise en place patine depuis 2005.

Soudan du Sud

Le cabinet du Sud-Soudan approuve un budget de 2,2 Mds USD

Une réunion du Conseil des ministres du Sud-Soudan présidée par le président S. Kiir a approuvé vendredi plus de 2,2 Mds USD pour l'année fiscale 2021/2022. Le gouvernement a déclaré que les estimations budgétaires seront obtenues à partir des revenus pétroliers et non pétroliers et des subventions d'autres pays. Le ministre des Finances et de la Planification économique devrait déposer le projet de budget devant l'Assemblée législative de transition pour approbation alors qu'en juillet dernier, le Conseil des ministres s'était vu présenter un budget de 3,8 Mds USD, qui n'avait pas été approuvé. Selon la loi, le budget est censé être soumis au corps

législatif au plus tard le 15 mai de chaque année financière. Cependant, en raison de l'absence d'un parlement légitime, le processus n'a pas eu lieu ces deux dernières années.

Le président annule un prêt de garantie souveraine de 650 MUSD

La semaine dernière, la Banque mondiale et le FMI ont adressé un ultimatum au gouvernement du Sud-Soudan, l'invitant à cesser immédiatement les paiements de plusieurs milliards de dollars aux hommes d'affaires sud-soudanais K. Ater et P. Madol, sous peine de perdre des millions de dollars de prêts et de facilités de crédit accordés par les institutions internationales. Le *Silwana Global Group* et *AMOK General Trading LLC*, associés aux deux hommes d'affaires, devaient recevoir, entre autres, 650 MUSD d'avance pour un projet d'infrastructure signé en mai 2021 avec le gouvernement. Le 24 septembre 2021, le président S. Kiir a finalement autorisé l'annulation du prêt. Ce prêt, qui devait être remboursé par le pétrole brut via des garanties souveraines, était contraire aux normes et pratiques de performance des finances publiques préconisées par le FMI aux autorités nationales.

La Banque mondiale approuve 150 MUSD d'aide supplémentaire pour le Soudan du Sud

Ateny Wek, attaché de presse présidentiel, a déclaré que la Banque mondiale débloquera très prochainement l'argent pour le financement des projets agricoles visant à renforcer la capacité des agriculteurs, à améliorer la production alimentaire, à rétablir les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire. Dans le même temps, la Banque mondiale a estimé que si le gouvernement du Sud-Soudan recevait 150 MUSD, cela renforcerait les capacités des fonctionnaires sud-soudanais en plus du soutien

au développement des activités agricoles dans le pays. A. Wek a également révélé que la Banque mondiale fournira 70 et 30 MUSD pour le développement de l'énergie électrique sur neuf ans.

Tanzanie

Prêt de 116 MUSD du FAD pour moderniser le corridor routier sud

Le Conseil d'administration du Fonds africain de développement (FAD) a approuvé le 23 septembre 2021, un prêt d'environ 116 MUSD au gouvernement tanzanien pour moderniser le corridor routier Mnivata-Newala-Masasi de 160 km dans le sud du pays. Selon le communiqué publié par la Banque africaine de développement (BAD), ce prêt représente 98,7% du coût du projet et le gouvernement tanzanien assurera le reste du financement. Selon la BAD, ce projet devrait désenclaver les zones rurales de la région et améliorer le corridor de développement de Mtwara, qui relie le port de Mtwara et le port de Mbamba Bay sur le lac Nyasa. Les exportateurs, les importateurs, les petits commerçants transfrontaliers, les agriculteurs et les transporteurs devraient tous en bénéficier. Le projet d'une durée de cinq ans comprend également des volets sociaux, notamment la fourniture en eau potable, la construction d'infrastructures éducatives et médicales, la mise en place d'unités de transformation de noix de cajou et l'extension de la formation entrepreneuriale aux femmes et aux hommes.

Débloccage de 13 MUSD pour la construction d'un grand parc industriel à Dar es Salam

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Kitila Mkumbo, a annoncé que le gouvernement tanzanien avait approuvé environ 13 MUSD pour la construction d'un parc industriel et d'un

centre d'affaires ultramodernes dans la capitale commerciale du pays. Il a déclaré que le parc industriel et le centre d'affaires seraient construits à Kurasini dans une zone couvrant six hectares de terrain, ajoutant que ce grand projet, qui devrait s'achever en 2022, sera mis en œuvre conjointement par le gouvernement par le biais de l'*Export Processing Zone Authority* (EPZA) et six sociétés d'investissement de Tanzanie, de Chine, des Émirats arabes unis et d'Égypte. Ce projet comprendra la construction de cinq grandes unités industrielles, dont des usines agro-alimentaires et la construction d'usines d'assemblage d'appareils électroniques. Le parc industriel verra également la construction d'un centre agricole et commercial international, d'entrepôts pour la conservation des produits végétaux et d'un guichet unique de services.

Le FMI estime à 1,1 Md USD le soutien financier nécessaire à l'économie tanzanienne impactée par la pandémie de Covid-19

Le Fonds monétaire international (FMI) indique dans son rapport national n° 21/213, daté de septembre 2021, que la Tanzanie a besoin d'un soutien financier urgent de 1,1 Md USD (1,5 % du PIB) au cours des 12 prochains mois pour contrer les retombées économiques potentielles de la pandémie de Covid-19 et de l'augmentation de la facture des importations liée à la hausse des prix du pétrole brut. Le pays a besoin d'un soutien urgent à la balance des paiements (BOP), alors que le gouvernement met en œuvre un plan global pour faire face à l'impact de la pandémie de Covid-19 qui a généré une baisse des recettes d'exportation et une augmentation de la facture des importations. Les réserves de change sont passées de plus de 400 MUSD à 5,2 Mds USD en juin, contre environ 5,6 Mds USD en 2019, tandis que les recettes touristiques devraient rester bien en deçà des niveaux d'avant la crise et de l'économie. L'augmentation attendue des prix du pétrole et d'autres matières premières augmentera la facture des importations et

compensera en partie les bénéfices des exportations d'or. Le Conseil d'administration du FMI a approuvé le 7 septembre 2021 un décaissement d'environ 567 MUSD à la Tanzanie pour aider le pays à financer ses besoins urgents de balance des paiements résultant de l'impact de la pandémie de Covid-19. Ce décaissement ne couvrira que pour moitié le besoin estimé par le FMI.



CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international